Ville d'Alençon : les chiffres-clés

Bilan financier 1977 – 1983 – 1989 – 1995 - 2001

1977 - 1983 et 1983 - 1989 :

- Augmentation importante des dépenses de fonctionnement, de l'endettement, de la fiscalité,
- Faiblesse des dépenses d'équipement prévues et réalisées,
- Absence d'autofinancement.

1989 - 1995 et 1995 - 2001 :

- Faible progression des dépenses de fonctionnement et notamment des dépenses de personnel,
- Forte augmentation de l'autofinancement,
- Réduction importante de l'endettement et de la fiscalité

Dépenses de fonctionnement

Elles ont augmenté de 152,58 % entre 1977 et 1983, de 44,63 % entre 1983 et 1989 de 0,26 % entre 1989 et 1995 et de 11,19 % entre 1995 et 1999.

	1977	1983	1989	1995	2000
En M.F.	42,9	108,4	156,8	157,2	174,8
Augmentation En M.F.		+ 65,5	+ 48,4	+ 0,40	+ 17,6
En %		+ 152,68%	+ 44,63%	+ 0,26 %	+ 11,19 %

Entre 1977 et 1989, les dépenses de fonctionnement ont progressé de **265 %** et de **11,48 %** entre 1989 et 2000.

Les dépenses de personnel ont évolué comme suit à compétences égales :

	1977	1983	1989	1995	2000
En M.F.	18,3	50,4	70,4	69,2	74,4
Augmentation en %		+ 175%	+ 39,68%	- 1,70 %	+ 7,51 %

Entre 1977 et 1989, les dépenses de personnel ont progressé de 284,6 % et de 5,72 % entre 1989 et 2000.

Les intérêts de la dette ont varié de la façon suivante :

	1977	1983	1989	1995	2001
En M.F.	5,2	15,8	22,6	15,5	7,7
Augmentation en %		+ 203%	+ 43%	- 31,41 %	- 50,38 %

Entre 1977 et 1989, les intérêts de la dette ont augmenté de 334 % et on diminué de 65,92 % entre 1989 et 2000.

Sur les mêmes périodes, les subventions au Centre d'action sociale (CCAS), aux association hors C.C.A.S. et aux Maisons de quartier ont évolué comme suit :

	1977	1983	1989	1995	2001
CCAS en M.F.	0,5	2,5	2,75	4,3	6,3
Augmentation en M.F.		+ 2	+ 0,2	+ 1,6	+ 2

1977 – 1989 : + 2,25 millions
1989 – 2001 : + 3,55 millions

	1977	1983	1989	1995	2001
Subv. Associations hors CCAS (en M.F.)	3,4	6,3	8,3	9,4	15,6
Augmentation en M.F.		+ 2,9	+ 2	+ 1,1	+ 6,2

1977 – 1989 : + 4,9 millions
1989 – 2001 : + 9,3 millions

	1977	1983	1989	1995	2001
Subv. Maisons de quartier (En M.F.)	0,2	1,8	3,2	4,1	6,2
Augmentation en M.F.		+ 1,6	+ 1,4	+ 0,9	+ 2,1

1977 – 1989 : + 3 millions
1989 – 2001 : + 3 millions

Dépenses d'équipement

Dépenses d'équipement prévues :

	Total 1977-1982	Total 1983-1988	Total 1989-1994	Total 1995-2001
En M.F.	79,4	98,5	221,2	381,8
Augmentation en %		+ 24,05 %	+ 124,57 %	+ 101,40 %

	Total 1977-1988	Total 1989-2001	
En M.F.	177,9	666,7	Multipliées par 3,7

Dépenses d'équipement réalisées :

	Total 1977-1982	Total 1983-1988	Total 1989-1994	Total 1995-2000
En M.F.	83	101,6	204,9	379,6
Augmentation en %		+ 22,41 %	+ 101,67 %	+ 85,26 %

	Total 1977-1988	Total 1989-2000	
En M.F.	184,6	584,5	Multipliées par 3,2

Augmentation 400 millions (1.300 emplois pendant 1 an).

Au cours du dernier mandat, le montant des dépenses d'équipement réalisées (379,6 millions) est supérieur au double des travaux exécutés sur la période couvrant les deux mandats précédents (184,6 millions).

Si l'on compare les 2 périodes 1977 – 1988 et 1989 – 2000, les travaux d'éclairage public ont été multipliés par 12, ceux concernant les espaces verts ont été multipliés par 5 et ceux concernant la voirie par 12.

Le montant global des travaux réalisés en voirie, éclairage public, espaces verts s'est élevé à **205,5** millions entre 1989 et 2000 contre **22,2** millions entre 1977 et 1983 c'est-à-dire qu'il a été multiplié par 9.

Autofinancement net

	1977	1983	1989	1995	2001
En M.F.	0,3	-4,5	0,3	12	13,7

Dette

	1977	1983	1989	1995	2001
Stock de dette en M.F.	71,2	165,6	243,1	210,8	175,9
Variation en M.F		+ 94,4	+ 77,5	-32,3	-34,9

	Total 1977 – 1988	Total 1989-2001
Augmentation	+ 171,9	
Diminution		-67,2

Les emprunts réalisés ont évolué comme suit comparativement aux dépenses d'équipement réalisées :

	1977	1983	1989	1995	2000
Emprunts	4,2	16,2	17,1	15	15
Dépenses d'équipement	6,4	21,5	24,5	35,8	97,7

Si on compare 1989 et 2000, les emprunts réalisés ont diminué de 2 millions alors que les dépenses d'équipement ont progressé de 73,2 millions. Cette augmentation a été financée par l'autofinancement et l'encaissement des subventions d'Etat.

Les intérêts de la dette ont varié de la façon suivante :

	1977	1983	1989	1995	2001
En M.F.	5,2	15,8	22,6	15,5	7,7

	Total 1977 – 1988	Total 1989-2001
Augmentation	+ 17,4 MF.	
Diminution		-14,9 M.F.

Fiscalité : évolution des taux cumulés

	1980	1983	1989	1995	2001
Taxe d'habitation	15,09	11,54	14,46	14,53	13,50
Foncier Bâti	21,23	31,37	38,90	33,43	22,39

Taxe professionnelle	10,42	11,39	14,28	12,31	12,82

Le taux cumulé de taxe d'habitation a diminué de 4,17 % entre 1980 et 1989 et de 6,64 % entre 1989 et 2001. Entre 1995 et 2001, il a diminué de 7,09 %.

Le taux cumulé de Foncier Bâti a augmenté de 83,23 % entre 1980 et 1989 et a diminué de 42,44 % entre 1989 et 2001. Entre 1995 et 2001, il a diminué de 33,02 %.

Le taux cumulé de taxe professionnelle a augmenté de 37,04 % entre 1980 et 1989 et a diminué de 10,22 % entre 1989 et 2001. Entre 1995 et 2001, il a augmenté de 4,14 %.

A compétences égales le produit des impôts par habitant a évolué comme suit :

1977	**1983**	**1989**	**1995**	**2001**
606	1.419	2.624	3.207	2.760